

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Célia SERRANO

Quartier Croix d'Argent - Acquisition de la parcelle cadastrée EL 177 pour 434 m² appartenant à ACM Habitat - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier connaît une très forte pression démographique. Pour l'accompagner, la commune a engagé une politique volontariste en matière d'aménagement de son territoire, à travers des opérations publiques d'aménagement et l'encadrement des opérations urbaines en diffus.

Le quartier Croix d'Argent situé au Sud de la Ville de Montpellier, est un des quartiers connaissant une croissance démographique importante. L'arrivée de nouveaux habitants nécessitent de réajuster l'offre en matière de locaux pour la petite enfance et la scolarité des enfants.

Le diagnostic des besoins a identifié la nécessité de prévoir un nouveau groupe scolaire et une crèche supplémentaire au cœur de ce quartier. Le projet doit répondre à des modalités d'insertion architecturale et fonctionnelle, afin de favoriser une pédagogie adaptée, en phase avec ses évolutions, ainsi qu'à des objectifs environnementaux notamment par la création d'un futur équipement présentant une performance BEPOS misant sur la sobriété énergétique et une efficacité écoresponsable.

La surface actuelle du terrain appartenant à la Ville de Montpellier, cadastrée EL 178, est insuffisante pour respecter les besoins en matière d'accessibilité de ces équipements. L'acquisition de deux propriétés complémentaires, auprès d'ACM Habitat et d'une indivision de propriétaires privés est nécessaire.

Compte-tenu de la configuration des lieux, la parcelle EL 177 propriété d'ACM Habitat, jouxtant la propriété de la Ville de Montpellier, complètera l'emprise nécessaire au développement de cette opération où la multifonctionnalité de ce site sera recherchée en cohérence avec les besoins du quartier et les différents usages possibles et compatibles.

La Ville de Montpellier a donc sollicité ACM Habitat en vue de la cession de l'assiette foncière correspondante.

Le bureau d'ACM Habitat a donné son accord intervenu lors de sa séance du 13 décembre 2021 en vue de la cession à la Ville de cette parcelle située à l'arrière de la résidence Richemont II car ne présentant plus aucune utilité pour ACM Habitat. Le bureau a approuvé la cession foncière à l'euro symbolique au regard de la destination de ce foncier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition auprès d'ACM Habitat de la parcelle de terrain nu EL 177 pour une surface d'environ 434 m² située rue Michel-Collucci à Montpellier, à l'euro symbolique ;
- De demander à Maître BONNARY, notaire à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- EL 177 ACM.pdf
- Avis du domaine EL 177 01 12 2021.pdf

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.